

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ
Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

DCL/BRENV/2020-10-2

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Société INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGES LAURENT
5 rue Colbert – ZI Nord
CS 90 078
71 103 CHALON-SUR-SAÔNE CEDEX

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8, L172-1 et suivants, L181-16, L511-1, L512-1, L514-5, L514-6 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°95/3319/2-2 du 29 décembre 1995 modifié autorisant la société INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGES LAURENT à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune de Chalon-sur-Saône (71100), ZI Nord ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif n° 01/0524/2-4 du 13 février 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°DCL-BRENV-2018-233-2 du 21 août 2018 portant entre autre sur la constitution des garanties financières ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 9 décembre 2019 faisant suite à la visite d'inspection du 22 octobre 2019 ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées du 9 décembre 2019 transmettant le rapport de l'inspection des installations classées ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriels en date du 25 novembre 2019 et du 20 décembre 2019 ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral modificatif n°01/0524/2-4 du 13 février 2001 qui dispose :

« L'exploitant dispose de l'état du stock de produits toxiques ou inflammables, il tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. »

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 22 octobre 2019, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'état des stocks des produits toxiques ou inflammables ainsi que la tenue à jour indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus et le plan des stockages ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral modificatif n°01/0524/2-4 du 13 février 2001 ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT par conséquent que l'exploitant n'a pas pris toutes dispositions pour garantir une gestion efficace du risque et que la non-conformité réglementaire constatée présente un enjeu de sécurité fort ;

CONSIDÉRANT le constat susmentionné constitue un manquement aux dispositions de l'article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral modificatif du 13 février 2001 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGES LAURENT de respecter les prescriptions de l'article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2001 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement n'est pas garantie ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGES LAURENT, dont le siège social est situé 5 rue Colbert – ZI Nord, 71100 CHALON SUR SAONE est mise en demeure, de respecter pour ses installations situées à la même adresse, sous des délais fixés ci-après à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

1. Article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral modificatif du 13 février 2001 (délai deux mois) :

- Disposition de l'état des stocks de produits toxiques ou inflammables et tenue à jour d'un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus auquel est annexé un plan général des stockages

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu dans le même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON (21000) sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 – Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 - Exécution

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- M. le maire de Chalon-sur-Saône ;
- M. le responsable de l'unité départementale de la DREAL à Mâcon ;

Mâcon, le 10 JAN. 2020

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT